immédiatement, tirait sa formidable épée. Et alors Saint-Pétersbourg appelait Paris à la rescousse; la France et l'Allemagne se heurtaient sur le Rhin et la Moselle; pendant que les armées austro-allemandes et russo-serbes ensanglantaient les flots du Danube et de la Vistule, et que les escadres anglofrançaises et la flotte allemande s'entrechoquaient sur la Baltique. L'univers aurait tremblé sous ce gigantesque assaut. Seulement pour qu'il se produisît, il fallait que tous les jouteurs fussent prêts au combat et résolus à l'accepter. Or c'est précisément cette condition qui a fait défaut. La Russie n'était pas prête; nous ne parlons pas de la France, hélas! désorganisée et menacée par l'anarchie. Et voici ce qui a eu lieu. Au moment psychologique, lorsque l'Autriche semblait prête à lancer ses armées sur la Serbie, l'Allemagne qui, absolument déterminée à faire la guerre, ne la désirait pas, principalement pour des raisons d'ordre financier, fit auprès de la Russie une démarche décisive. Dans l'après-midi du lundi, le 21 mars dernier, l'ambassadeur d'Allemagne à Saint-Péterbourg présentait à M. Isvolsky, ministre des affaires étrangères du tsar, une note équivalant à un ultimatum. On y priait poliment mais fermement la Russie de définir son attitude envers la Serbie et l'Autriche; en d'autres termes de déclarer si elle entendait continuer de refuser à celle-ci la reconnaissance de l'annexion, et d'encourager tacitement la Serbie dans ses armements. La note ajoutait, affirme-t-on, que si la Russie ne consentait pas à faire une déclaration catégorique, l'Autriche considérerait ce fait comme un acte d'hostilité de la part du gouvernement russe, et que, dans cette éventualité, l'Allemagne était résolue, comme alliée de l'Autriche, à faire face aux conséquences de ce refus. C'était précis et comminatoire. Les ministres russes ne s'y trompèrent pas. Repousser cette mise en demeure c'était la guerre; ou bien, c'était laisser écraser la Serbie sans bouger, après l'avoir encouragée à l'action anti-autrichienne. Ni l'une ni l'autre de ces deux issues ne pouvait convenir à la Russie, car la seconde, c'était le déshonneur, et la première c'était la défaite. En effet l'empire russe n'a pas encore suffisamment réparé les désastres de la guerre contre le Japon. Et ni financièrement ni militairement il n'est en état, à l'heure actuelle,